

« Un bon journal, c'est une nation qui se parle à elle-même ». Arthur Miller



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°483 du 11 au 17 juillet 2024



AES - CEDEAO

LA CASSURE

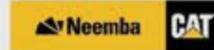
Les dirigeants des deux blocs ont tenu des sommets à un jour d'intervalle les 6 et 7 juillet. Si la CEDEAO, espère encore une issue heureuse, l'AES semble lui avoir irrévocablement tourné le dos.

GRATUIT

Ne peut être vendu

AFG Lease

Professionnels, restez à la pointe de votre secteur sans vous ruiner !



ÉDITO

Le divorce

Nous y sommes, ou presque. Le divorce entre l'AES et la CEDEAO se matérialise, comme vous pourrez le lire plus en détails dans les pages qui suivent. Un divorce est toujours douloureux, il laisse des traces et des conséquences qui s'étalent souvent sur plusieurs années, voire une vie. Les trois Présidents de transition des pays de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger) semblent très déterminés à entériner au plus vite leur retrait de la CEDEAO. Cette dernière, bien qu'elle se soit rendue à l'évidence, veut encore sauver les meubles en désignant le Président du Sénégal, épaulé par son homologue du Togo, comme facilitateur. Deux profils qui font « consensus ». De manière rétrospective, si les germes de cette division ont été posés il y a déjà un an avec le coup d'État au Niger, l'expectative reste de mise. En juillet 2023 les angoisses étaient liées à la menace d'intervention armée de la CEDEAO au Niger, pour rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions.angoisses renforcées par les prises de position du Mali et du Burkina Faso, qui se sont ralliés au Niger. En juillet 2024, les interrogations portent sur les conséquences du retrait, sur lesquelles le Président de la Commission de la CEDEAO s'est penché, mais également sur les mesures prises par nos États pour les atténuer, et nous n'avons aucune réponse disponible pour l'instant. Ce n'est peut-être qu'à partir de janvier 2025 que beaucoup risquent d'être surpris par les conséquences du retrait, notamment dans notre zone Afrique francophone. En termes d'intégration, il y a redire. La CEDEAO n'a sûrement pas réussi à assurer une certaine connexion entre un Malien et un Nigérien, par exemple, ou encore un Ghanéen. Toutefois, nous avons certainement beaucoup à perdre et l'estocade pourrait être portée sur le plan monétaire, si la CEDEAO matérialise la monnaie unique ECO, faisant disparaître le franc CFA. Mais chut, le silence est d'or ! Sous nos yeux, il est même un kit de survie et de bien-être.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

1 an

C'est la peine de prison ferme infligée à Boubacar Karamoko Traoré le 8 juillet pour « atteinte au crédit de l'État » et « diffusion de propos mensongers de nature à perturber la paix publique »

ILS ONT DIT...

- « Si ces rumeurs étaient vraies (éventuelle imposition de visas) cette mesure de la CEDEAO appuie notre position contre certains dirigeants, qui utilisent des méthodes obsolètes pour créer des problèmes et semer la peur parmi les populations de l'Alliance (...). Nous pensons que nos populations ne doivent pas servir de boucliers pour exercer une pression sur leurs dirigeants respectifs ». **Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères du Mali**, le 8 juillet 2024.
- « Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. La CEDEAO a décidé de travailler à l'apaisement, notre responsabilité, c'est de travailler à rapprocher les positions, à les réconcilier, à faire en sorte qu'il puisse y avoir une plage de dialogue ». **Bassirou Diomaye Faye, Président du Sénégal**, le 8 juillet 2024.

RENDEZ-VOUS

13 juillet 2024 :

Acoustic Guitar Live – Villa Wilda - Bamako

14 juillet 2024 :

Finale de l'Euro – Allemagne

14 juillet 2024 :

Finale de la Copa America – États-Unis

25 juillet 2024 :

Spectacle la Résurrection de Zanké – CICB - Bamako

UN JOUR, UNE DATE

11 juillet 1960 : Moïse Tshombé proclame l'indépendance de l'État du Katanga lors de la crise congolaise.



L'Espagne s'est qualifiée pour la finale de l'Euro 2024 après sa victoire 2-1 face à la France le mardi 9 juillet. **La Roja** tentera de remporter un quatrième Euro ce dimanche.



Me Mohamed Aly Bathily, ancien ministre de la Justice, a été placé sous mandat de dépôt le lundi 8 juillet 2024 pour « tentative de déstabilisation, atteinte à la sûreté de l'État et troubles à l'ordre public » dans le cadre de l'affaire des leaders politiques.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Les dirigeants de l'OTAN étaient réunis à Washington du 9 au 11 juillet pour un sommet célébrant les 75 ans de l'alliance.

L'INÉVITABLE DIVORCE ENTRE L'AES ET LA CEDEAO

L'adoption le 6 juillet 2024 à Niamey du traité instituant la Confédération « Alliance des États du Sahel », regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, lors du 1er sommet des Chefs d'États de l'Alliance, marque une étape décisive dans la séparation des trois pays d'avec la CEDEAO. Même si le bloc sous-régional ouest-africain s'active toujours pour leur retour au sein de la Communauté, le divorce entre les deux entités semble de plus en plus inévitable et pourrait bouleverser les dynamiques d'intégration politique et institutionnelle en Afrique de l'ouest.

MOHAMED KENOUI

C'était attendu depuis quelques mois. Le 1er sommet des Chefs d'États des pays membres de l'Alliance des États du Sahel, tenu à Niamey le 6 juillet, a consacré la naissance de la Confédération « AES » entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, après la volonté commune des trois pays, en septembre 2023, de mettre en place une architecture de défense collective. « Les Chefs d'États ont décidé de franchir une étape supplémentaire vers une intégration plus poussée entre les pays membres. À cet effet, ils ont adopté le traité instituant une Confédération entre le Burkina Faso, la République du Mali et la République du Niger, dénommée Confédération « Alliance des États du Sahel », en abrégé Confédération AES », indique le communiqué final du sommet. Outre la concrétisation de la Confédération, les trois chefs d'États, le Capitaine Ibrahim Traoré, le Colonel Assimi Goïta et le Général Abdourahmane Tiani, ont souligné la nécessité d'une coordination de l'action diplomatique ainsi que l'importance de parler d'une seule voix et celle de mutualiser leurs moyens en vue de mettre en place des projets structurants et intégrateurs dans des secteurs stratégiques, tels qu'entre autres l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'énergie et les mines, la communication et les télécommunications, ainsi que l'éducation et la formation professionnelle. Ils ont par ailleurs décidé de la création d'une Banque d'investissement de l'AES et de la

mise en place d'un fonds de stabilisation.

Rupture presque consommée Alors qu'en parallèle au sommet des Chefs d'États des pays membres de l'AES le 65ème sommet ordinaire des Chefs d'États et de gouvernements de la CEDEAO, tenu le 7 juillet 2024 à Abuja, aurait pu définitivement prendre acte du retrait annoncé des pays de l'AES, les dirigeants de l'institution ouest-africaine ont décidé de poursuivre la dynamique de discussion avec les trois pays concernés en vue d'éviter leur départ du bloc sous-régional. En reconnaissant le « manque de progrès dans les interactions avec les autorités des trois pays », la Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de la CEDEAO a décidé d'entamer une « approche plus vigoureuse » et a désigné le Président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, en colla-

Pour Bassirou Diomaye Faye, qui avait déjà rencontré les Présidents de transition Goïta et Traoré lors de sa visite au Mali et au Burkina Faso le 30 mai dernier, le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO serait « le pire des scénarios et une grande blessure au panafricanisme.

boration avec son homologue togolais Faure Gnassingbé, comme facilitateur de la CEDEAO dans les discussions de la Communauté avec l'AES. Pour Bassirou Diomaye Faye, qui avait déjà rencontré les Présidents de transition Goïta et Traoré lors de sa visite au Mali et au Burkina Faso le 30 mai dernier, le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO



Les dirigeants des deux blocs ont tenu des sommets à un jour d'intervalle, illustration de la rupture politique entre la CEDEAO et l'AES.

serait « le pire des scénarios et une grande blessure au panafricanisme que les pères fondateurs nous ont légué et que nous avons la responsabilité historique de sauvegarder et de transmettre aux générations futures ». Mais si le Président sénégalais affiche son optimisme par rapport à un rapprochement des positions d'ici la fin du délai du

nos Chefs d'États ont été très clairs à Niamey en indiquant que le retrait des trois pays de la CEDEAO est irrévocable et qu'à partir de cet instant nous devons cesser de regarder dans le rétroviseur », a clamé lundi à la télévision nationale le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop. Selon Boubacar Bocoum,

« préavis » de retrait, la plupart des analystes jugent infimes les chances d'un retour des pays de l'AES au sein de la CEDEAO. D'ailleurs, pour les militaires aux commandes de la Confédération AES, comme souligné pendant les prises de paroles et consigné dans le communiqué final, le retrait de la CEDEAO est « irrévocable et sans délai ». « Par rapport à la CEDEAO,

analyste politique au Centre d'études stratégiques Sénè, la voie prise par les dirigeants des pays de l'AES est un chemin de non-retour, parce que, soutient-il, la CEDEAO a été arrogante envers ces trois pays et a montré son incapacité à aller vers une intégration économique. « Nous ne sommes pas isolés, ni sortis de l'esprit de fédéralisme et de solidarité entre les

REPÈRES

28 janvier 2024 :

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger annoncent leur retrait sans délai de la CEDEAO

6 juillet 2024 :

1er sommet ordinaire des Chefs d'États des pays membres de l'AES

7 juillet 2024 :

65ème sommet ordinaire des Chefs d'États et de gouvernement de la CEDEAO

peuples prônés par les pères fondateurs de la CEDEAO. L'AES, au contraire, est l'embryon d'une nouvelle CEDEAO, propulseuse des États Unis d'Afrique », affirme-t-il.

Quelle cohabitation ? Si les dirigeants de l'AES et de la CEDEAO sont loin d'un compromis pouvant permettre un maintien du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans la communauté sous-régionale ouest africaine, ils sont conscients, d'un côté comme de l'autre, de la nécessité d'une cohabitation pacifique

entre deux blocs partageant le même espace géographique. « Nous restons ouverts à un travail avec nos voisins et d'autres organisations, avec lesquelles nous partageons cet espace et avec lesquelles nous sommes condamnés à vivre. Nous allons devoir maintenir les discussions avec les autres pour avancer », a déclaré le ministre Abdoulaye Diop. « Dans tous les cas, dans un processus d'intégration, il y a des gains et des pertes pour tout le monde. Mais nous devons travailler à en minimiser l'impact pour nos populations et c'est à cela que s'attèlent nos autorités », a assuré le Chef de la diplomatie malienne. La Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de la CEDEAO, parallèlement à la mission de facilitation assignée au Président Diomaye Faye, qui sera épaulé par le Président Faure Gnassingbé, se prépare aussi au changement de nature des relations de l'institution avec les pays membres de la Confédération AES après l'effectivité de leur retrait, en janvier 2025. Ainsi,

les dirigeants ouest-africains ont demandé à la Commission d'élaborer un plan d'urgence prospectif à leur intention pour « faire face à toutes les éventualités dans les relations avec les pays de l'AES », en tenant compte des exigences de l'article 91 du Traité révisé de la CEDEAO de 1993. Parmi les conséquences du retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO, le Président de la Commission de la CEDEAO, Omar Alieu Touray, avait évoqué, lors de l'ouverture du sommet d'Abuja du 7 juillet, l'éventualité pour les ressortissants des trois pays de devoir mener des démarches en vue de l'obtention d'un visa avant de voyager dans la sous-région et la fin pour eux du bénéfice des facilités de la CEDEAO pour résider ou créer librement des entreprises dans les différents pays où ils seraient soumis à diverses lois nationales. Pour l'analyste Ousmane Bamba, modérateur du « Forum du Kenoudougou », de telles mesures, si elles venaient à être prises par les pays de la CEDEAO, vont entraîner de facto le principe de réciprocité du côté des pays de la Confédération AES. « On peut divorcer en sauvant les meubles. Nous avons intérêt à nous entendre », glisse-t-il, prenant l'exemple sur l'importance de l'espace aérien de l'AES pour les vols de la sous-région vers l'Europe, dont l'imposition d'un contournement entraînerait un véritable renchérissement des billets d'avion.

Le sociologue Bréhima Ely Dicko souligne pour sa part la nécessité d'aller vers des accords en termes de relecture du protocole de libre circulation des personnes et des biens de la CEDEAO, 84% des Maliens vivants à l'étranger étant installés dans les pays de la CEDEAO. « Si nous sortons de la CEDEAO, il faut aller vers des accords avec les pays membres pour que nos populations qui résident dans ces pays ne soient pas victimes des mesures que la CEDEAO pourrait être amenée à prendre », alerte-t-il. ■

3 QUESTIONS À



DR AMIDOU TIDJANI

Enseignant-chercheur à l'Université Paris-13

1 La CEDEAO a désigné Bassirou Diomaye Faye pour une mission de facilitation auprès des pays de l'AES. Quel regard portez-vous sur l'issue de cette mission ?

Je pense qu'il y a encore des chances que les États membres de la Confédération AES reviennent au sein de la CEDEAO, même si le processus qu'ils ont engagé paraît irréversible. Ils ont franchi un pas supplémentaire en allant vers la Confédération. On passe donc d'une volonté de coopération à une volonté d'intégration. Mais personnellement je reste convaincu que la sortie des trois États n'est pas encore totalement consommée.

2 Comment voyez-vous une éventuelle cohabitation entre les deux blocs ?

Il me semble qu'une cohabitation est envisageable entre la CEDEAO et la Confédération des États du Sahel en permettant même aux membres de cette confédération de rester encore membres de la CEDEAO. La Confédération serait donc une forme d'intégration sécuritaire comme peut l'être aujourd'hui l'intégration monétaire et financière qu'est l'UEMOA au sein de la CEDEAO.

3 Faut-il craindre une désintégration en Afrique de l'ouest ?

En réalité l'une des spécificités de l'Afrique de l'Ouest est que l'intégration des peuples a précédé l'intégration institutionnelle. Je ne vois pas comment on pourrait empêcher les peuples de circuler librement.

AES - CEDEAO, UN DIALOGUE DE SOURDS

Depuis l'annonce commune de leur retrait de l'organisation sous-régionale fin janvier 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger, regroupés au sein de l'Alliance des Etats du Sahel, ont définitivement tourné le dos à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Mais cette dernière persiste dans un élan de dialogue dont l'issue semble compromise, tant les positions de part et d'autre paraissent « irréconciliables ».

MOHAMED KENOVI



Depuis l'annonce du retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la CEDEAO, cette dernière a lancé plusieurs initiatives, sans succès.

Commission ad hoc de facilitation, de médiation et de réconciliation, Conseil des sages, implication de Présidents proches des transitions militaires. La CEDEAO aura es-

sayé par plusieurs moyens de faire revenir les présidents Ibrahim Traoré, Assimi Goita et Abdourahamane Tiani sur leur décision de quitter le bloc sous-régional. En vain. À cinq mois de la fin de

l'échéance des 12 mois après lesquels la sortie prend effet (même si pour les autorités des pays de l'AES, le retrait est sans délai), la nouvelle mission de facilitation assignée au président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, apparaît comme celle de la dernière chance. Si le Chef de l'Etat sénégalais, est le bienvenu après des régimes militaires, de par sa position neutre dans l'antagonisme qui oppose ces derniers aux dirigeants ouest-africains depuis leurs différentes prises de pouvoir, il n'est en revanche pas certain que son message d'un retour dans la CEDEAO puisse passer dans ces 3 pays désormais regroupés dans une confédération depuis le 6 juillet 2024.

Positions figées Six mois après l'annonce de la sortie des pays de l'AES de la

CEDEAO, les positions des deux blocs n'ont guère évolué. La CEDEAO continue de s'activer pour ramener le Burkina Faso, le Mali et le Niger dans son giron alors que les 3 pays semblent résolus à ne pas faire marche arrière. « Notre itinéraire est un chemin de non-retour. Les chaînes que nous sommes en train de briser, c'est pour toujours. C'est fini, plus de CEDEAO », a martelé le président Burkinabé dans une interview quelques jours après l'annonce de retrait commun. Une position partagée par ses pairs de la Confédération AES et réaffirmée lors du 1^{er} sommet de l'Alliance à Niamey.

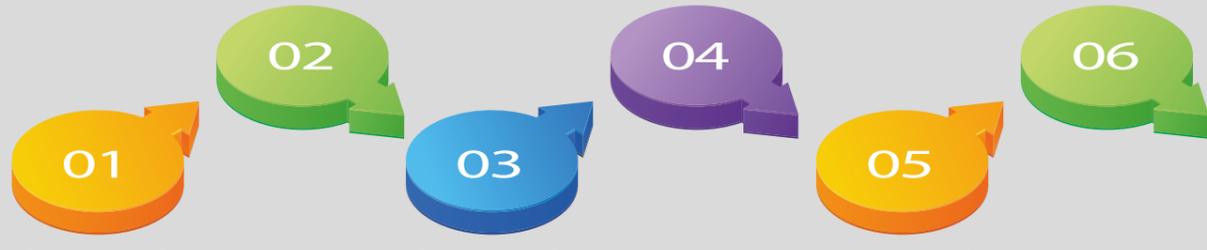
Certains analystes estiment qu'en l'état, le dialogue entre la CEDEAO et l'AES, au lieu de viser un retour des 3 pays au sein de l'institution ouest africaine, aurait plus de chances d'aboutir à des concessions de part et d'autre, s'il était concentré sur la définition des contours d'une cohabitation pacifique entre les deux blocs condamnés à partager le même espace géographique. ■

ÉVENTUELLES CONSÉQUENCES DU RETRAIT DE LA CEDEAO DES PAYS DE L'AES

• Imposition de visas pour voyager dans la sous-région

• Fin de l'utilisation du passeport, de la carte d'identité nationale biométrique et de l'assurance automobile carte brune de la CEDEAO

• Fermeture des 4 structures régionales de la CEDEAO au Burkina Faso, 2 organismes régionaux de la CEDEAO au Mali et 1 Bureau régional de la CEDEAO au Niger, affectant 130 emplois



• Isolement diplomatique et politique sur la scène internationale (les 3 pays ne pourront plus bénéficier d'un soutien de bloc en cas de candidature de leurs citoyens ou citoyennes à des postes internationaux)

• Les citoyens de ces pays pourraient ne plus être en mesure de résider ou de créer librement des entreprises dans le cadre de facilités mises en place par la CEDEAO

• Arrêt ou suspension de tous les projets et programmes mis en œuvre par la CEDEAO dans ces 3 pays (valeur estimée à plus de 500 millions de dollars américains)

Source : Allocution d'ouverture du Président de la Commission de la CEDEAO lors du 65^{ème} Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernement le 7 juillet 2024 à Abuja.

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°483 du 11 au 17 juillet 2024

Journal du Mali

CANAL+

CHAQUE JOUR
DES SURPRISES
VOUS ATTENDENT !

DECODEUR HD
5000 FCFA*

A PARTIR DE LA FORMULE
ACCESS (5000 FCFA)
INSTALLATION
+ PARABOLE A 2000 FCFA TTC

30 JOURS
OFFERTS**

A TOUT CANAL+
POUR TOUT REABONNEMENT
A VOTRE FORMULE



POUR VOTER C'EST ICI



SUR CANAL+ POP ET LE CANAL 99



DU 21 JUIN AU 15 JUILLET SUR CANAL+ SPORT



LE 28 JUIN SUR CANAL+ PREMIERE

* Offre valable du 30 mai au 07 juillet 2024 dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à partir de la formule ACCESS, lié à l'achat d'un décodeur HD CANAL+. Parabole offerte. Voir tarifs et conditions auprès de votre distributeur Agréé.
** Offre valable du 30 mai au 07 juillet pour tout réabonnement à la dernière formule active. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé.

PAIX ET RÉCONCILIATION NATIONALE : BIENTÔT UNE CHARTE INCLUSIVE ?

Le Président de la Transition a annoncé le 1er juillet 2024 la création d'une Commission de rédaction de l'avant-projet de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation. L'initiative devrait à terme aboutir à l'adoption d'un texte en droite ligne des recommandations du Dialogue inter-Maliens.

MOHAMED KENOUI

Selon le décret N°2024-0384/PT-RM du 28 juin 2024 portant création, mission, organisation et modalité de fonctionnement de la Commission de rédaction de l'avant-projet de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale, le texte constituera « le document de référence pour toutes initiatives, actions et activités qui concourent à la sécurité, à la paix, à la réconciliation nationale, à la cohésion sociale et au vivre-ensemble au Mali ». La Commission, présidée par celui qui a dirigé le Comité de pilotage du Dialogue Inter-Maliens pour la paix et la réconciliation nationale, l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maïga, est composée de 2 rapporteurs et de 46 experts de différents profils. Ces derniers sont chargés, sous l'autorité du Président de la Commission, de l'élaboration des notes techniques, des documents d'information et de toute autre tâche particulière en lien avec la mission de la Commission, précise l'article 7 du décret.



Le président de la transition, le Colonel Assimi Goïta a mandaté l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi Maïga afin d'élaborer une charte pour la paix.

mars au 3 avril 2017, avait été remis au Président de la République Feu Ibrahim Bou-bacar Keita le 20 juin 2017. Pour Dr. Adama Traoré, Président de la Coordination des associations et regroupements de la société civile (CARSOC) et membre du Comité de pilotage du Dialogue Inter-Maliens, la Charte

réellement la volonté de tout un peuple, qui y a adhéré, et c'est pour concrétiser les recommandations du DIM », soutient-il.

Socle pour les autres négociations Dr. Fodié Tandjigora, sociologue, partage le même avis et met l'accent sur la grande particularité que revêt l'initiative du Colonel Assimi Goïta. « L'État rédige cette fois une Charte pour la paix et la réconciliation étant fort. Ce n'est pas sur une table de négociation ni les mains liées. Il y a une équipe multidimensionnelle commise et c'est tout un tas d'expertises réunies qui devrait travailler ensemble. Cela contribuera largement à ouvrir les horizons et à aboutir à une charte durable qui servira de socle pour toutes les autres négociations », pense M. Tandjigora. « Généralement, les accords passés étaient rédigés par des hommes en armes face à l'État et la parole n'était pas forcément donnée aux experts et aux spécialistes. Cette équipe peut dialoguer avec les

EN BREF

DROITS HUMAINS : LE MALI PLACÉ SUR LA LISTE INTERNATIONALE DE SURVEILLANCE

Le Mali a été placé sur la liste de surveillance du CIVICUS Monitor le mercredi 10 juillet. Cette liste attire l'attention sur les pays dans lesquels le respect des libertés civiles protégées par le droit international a rapidement diminué. La nouvelle liste de surveillance vient d'être publiée par CIVICUS Monitor, une plate-forme en ligne qui suit les derniers développements concernant les libertés civiques dans 197 pays et territoires, notamment la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Les autres pays figurant sur la liste sont El Salvador, le Kirghizstan, la Palestine et la Thaïlande. Depuis les coups d'État militaires d'août 2020 et de mai 2021, l'espace politique et l'espace de la société civile ont rétréci au Mali d'après l'organisation. À présent, CIVICUS Monitor classe l'espace civique du Mali comme « réprimé ». Ceci signifie que les libertés fondamentales sont violées régulièrement et que l'espace de la société civile est considérablement réduit. « Les arrestations et les poursuites arbitraires contre ceux qui critiquent les autorités militaires ont un effet dissuasif sur l'exercice des libertés fondamentales, notamment sur la liberté d'expression, affirme l'organisation. ■ M.K.

populations locales, écouter les frustrations éventuelles, les demandes et comprendre les enjeux réels sur le terrain », poursuit-il. Selon le décret portant création de la Commission de rédaction de l'avant-projet de Charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale, dans le cadre de sa mission, qui n'excède pas deux mois, la Commission « consulte les forces vives de la Nation et peut faire appel à des personnes ressources ». ■

Donnez votre avis

sur [Journal du Mali](http://www.journaldu Mali.com)



L'ACTU EN DÉBAT

CHAQUE MERCREDI

19H15

SUR



La télé qui vous allume !

CANAL+ 4 | MALIVISION 244

PÉNURIE DE KÉROSÈNE À L'AÉROPORT DE SÉNOU

À l'aéroport de Sénou, à Bamako, une pénurie de kérosène perturbe depuis quelques jours le déroulement normal des vols, entraînant des annulations et des reprogrammations. L'annonce provient d'un communiqué de l'Agence nationale de l'aviation civile du Mali (ANAC), ce 8 juillet 2024.

FATOUmata MAGUIRAGA

Dans une correspondance adressée à l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC) invite l'ASECNA à prendre les dispositions pour informer les usagers de la non disponibilité du Jet A1 à l'aéroport international Président Modibo Keita de Sénou pour la période allant du 9 juillet 2024 au 15 juillet 2024. Cette situation, préjudiciable aux compagnies de transport aérien, a entraîné une baisse de fréquence des vols au niveau de l'aéroport de la capitale malienne. Dans un communiqué rendu public ce 9 juillet, la compagnie Sky Mali, qui dessert des villes maliennes, a annoncé l'annulation de ses vols prévus pour le 10 juillet en direction de Kayes et de Tombouctou. Une situation regrettable pour la compagnie, pour laquelle il ne s'agit pas d'une première. Bamako étant sa base, elle espère que d'ici le délai de 6 jours annoncé il y aura une solution. Mais cette situation entraînera forcément un coup sur l'exploitation, explique la compagnie.

Compagnies impactées

Ce n'est pas la première fois que l'aéroport de Sénou est



La pénurie de kérosène contraint plusieurs compagnies aériennes à revoir leurs plans.

confronté à une situation de manque de kérosène. Cette difficulté à fournir du carburant est consécutive à un problème d'approvisionnement, selon un acteur du domaine, qui souligne tout de même qu'ils ne sont pas en rupture. La contrainte serait due aux retards dans la livraison de Jet A. À cela s'ajoutent les travaux d'entretien sur les cuves de stockage de carburant. Pour les compagnies aériennes, il s'agit de se réadapter en fonction des circonstances. Alors que la compagnie Ethiopian Airlines a été contrainte de modifier son horaire de départ pour son vol de ce 10 juillet, la compagnie Sky Mali a annulé ses

vols à destination de Kayes et de Tombouctou et Turkish Airlines a annulé tous ses vols de la semaine.

Cette pénurie de kérosène à l'aéroport de Bamako au Mali oblige, selon le responsable de la communication de l'ASECNA - Mali, les avions à aller se ravitailler au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire ou au Sénégal. Ce n'est pas la première fois que l'aéroport de Sénou est confronté à ce genre de dysfonctionnements. En 2011, une situation similaire avait contraint les vols commerciaux desservant le Mali à se ravitailler au Burkina Faso et au Sénégal, deux pays voisins. ■

EN BREF

KALAKA : DE NOUVEAUX FORAGES SUR LE PROJET AURIFÈRE

Panthera Ressources a annoncé ce 9 juillet 2024 le début d'un programme de forages au diamant sur le projet aurifère de Kalaka, au sud du Mali. Les travaux visent à vérifier les résultats des forages historiques, selon Agencecofin. Le projet de Kalaka au Mali présente un potentiel de minéralisation aurifère à faible teneur et à grande échelle. Les forages historiques ont régulièrement rapporté des intersections aurifères significatives. Les travaux en cours permettront la réalisation d'une première estimation de ressources minérales au prospect K1A. Le potentiel est estimé entre 250 000 et 500 000 onces, selon d'anciennes explorations, mais la société estime qu'il va jusqu'à 3 millions d'onces. Panthera détient le projet Kalaka par l'intermédiaire d'une coentreprise entre IGL et Golden Spear Mining. Le permis d'exploration de 62,5 km² concerne un site situé à environ 260 km au sud de la capitale. Un peu plus de 9 000 échantillons ont déjà été collectés et la superficie initiale a été réduite d'environ 25%, selon la société. Le projet a été considéré comme un projet d'exploration à un stade précoce avec de fortes indications de minéralisation aurifère à l'échelle économique. ■

F.M

UEMOA Croissance industrielle en hausse

La production industrielle enregistre une hausse importante dans l'espace UEMOA. L'augmentation est de 9,2% au mois de mai 2024. Malgré les défis importants auxquels reste confrontée la zone, cette croissance de la production industrielle traduit un dynamisme et une résilience de l'économie face aux chocs du moment. Cette performance du secteur industriel résulte d'un certain nombre de mesures envisagées par les au-

torités de l'Union pour booster la croissance industrielle. Intervenant dans un contexte de récupération économique, elle reflète les efforts de l'Union pour encourager la compétitivité des industries de l'espace. De 6,9% en avril, la croissance de l'industrie est passée à 9,2% en mai 2024. Une accélération qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs. D'abord l'amélioration des conditions commerciales internationales, l'augmen-

tation des investissements dans le secteur manufacturier et la mise en œuvre de politiques industrielles efficaces au niveau national et régional. Les conséquences positives de cette croissance sont multiples. Il s'agit d'une amélioration de la situation de l'emploi, de l'augmentation des revenus et, partant, de l'amélioration du niveau de vie. Elle positionne la zone comme zone de production compétitive. Enfin, elle participe à la diver-

sification économique et contribue à réduire la dépendance de la zone aux importations. Selon les prévisions de la BCEAO, la croissance économique de l'UEMOA ressortirait à 6,1% au premier trimestre 2024, contre 5,7% aux 4ème et 3ème trimestre 2023. La croissance sera principalement soutenue par la hausse de la demande intérieure et l'amélioration dans certains secteurs, tels que le transport, le tourisme, l'hôtellerie et le BTP. ■

F.M

Waasa-Ba Professionnaliser l'évènementiel

Eve Bineta Marie Hélène Samaké est titulaire d'une licence en Organisation et gestion d'organisation, spécialité hôtellerie, obtenue en 2019 à l'Institut Universitaire de Gestion (IUG). Après un premier stage, elle devient assistante de la promotrice d'une auberge. Avec un projet d'entreprise en tête depuis 2018 et en attendant d'avoir les financements nécessaires, elle démarre avec ses propres moyens en faisant de la restauration à domicile, proposant divers plats sur commande. Progressivement, elle ajoute la décoration et une offre de services d'hôtesse. Waasa-Ba entend se professionnaliser dans un secteur de plus en plus concurrentiel.

Depuis 2018, Madame Samaké formalise l'entreprise et commence véritablement ses activités en 2021. Pour se perfectionner, la promotrice de WaasaBa, située à Kati, sa localité de résidence, s'appuie sur plusieurs acteurs de cette chaîne de l'évènementiel, assez complémentaires. Avec son associé et coach en entrepreneuriat, elle crée un groupe pour un service traiteur lors de différentes cérémonies. Elle intègre ensuite un service pour la décoration et, avec son

community manager, à trois ils constituent l'équipe de permanents de l'entreprise, qui fait appel en fonction des évènements à une équipe de jeunes formés et/ou recyclés.

Activité rentable Grâce à ses prestations de services, l'entreprise s'équipe progressivement et la promotrice poursuit des formations en entrepreneuriat. En fonction de la demande, WasaBa offre à la fois la restauration et le service ou uniquement le service. Travaillant



Waasa-Ba, lancé en 2021 est une société d'évènementiel.

en partenariat avec d'autres acteurs, Eve Samaké estime « qu'il s'agit d'une chaîne dans laquelle chacun doit se focaliser sur son domaine » afin d'être efficace. « L'activité se développe et la concurrence existe, mais elle reste rentable », soutient la promotrice. Parce que le service est sollicité environ deux fois par semaine. « Mais le résultat dépend dans

l'efficacité », ajoute Madame Samaké, pour laquelle, malgré les défis liés à l'entrepreneuriat dans notre contexte, il « faut persévérer, parce que les résultats ne sont pas automatiques ». La formation est primordiale pour atteindre la performance et il « faut rester solidaires car nos activités sont complémentaires ». ■

FATOUmata MAGUIRAGA



Bâissez vos ponts avec
nos services d'interconnexion



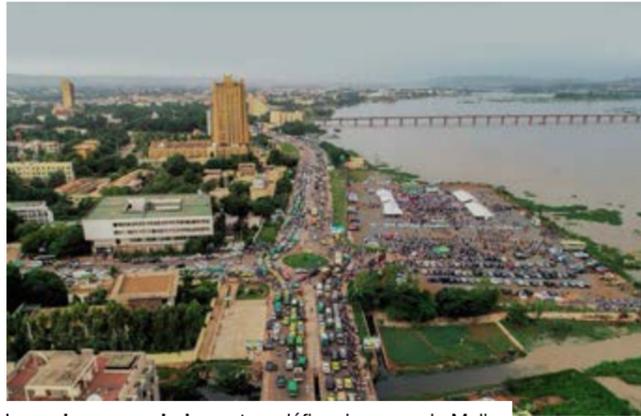
20 28 00 00
www.afribone.com



CROISSANCE URBAINE : DES DÉFIS EXACERBÉS

Les villes du Mali connaissent une croissance exponentielle. Une tendance confirmée par le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) de 2022. De 2 000 000 d'habitants en 2009, la capitale enregistre aujourd'hui une population de plus de 4 000 000 d'habitants. Une croissance qui s'explique par plusieurs facteurs et pose avec acuité les défis liés à cette forte urbanisation.

FATOUMATA MAGUIRAGA



La croissance urbaine est un défi majeur pour le Mali.

Le manque de zones aménagées favorise l'apparition de quartiers informels à forte densité, peu desservis en infrastructures et insuffisamment connectés aux principaux centres d'activités. Ce constat fait par la Banque mondiale dans son rapport sur l'urbanisation, en 2017, est toujours d'actualité. Cette situation, qui engendre des problèmes de mobilité et d'accès aux services sociaux de base et à l'emploi, nécessite des investissements importants, qui ne sont pas encore à l'ordre du jour. Dans ce rapport, qui préconise « d'ouvrir les villes africaines au monde », les auteurs estiment que la « pauvreté des villes africaines tient davantage à leur absence d'ouverture sur le monde qu'à l'essor démographique et au manque d'investissement. Les villes africaines

produisent peu de biens et de services exportables sur les marchés régionaux et internationaux ».

Assurer les besoins de base

La croissance urbaine au Mali, l'une des plus fortes en Afrique, a été exacerbée par la crise que vit le pays depuis 2012. Estimés à plus de 400 000 personnes en 2022, les déplacés internes recherchent refuge dans les villes, selon le constat d'ONU-Habitat.

La croissance urbaine au Mali, l'une des plus fortes en Afrique, a été exacerbée par la crise que vit le pays depuis 2012.

Conscients de cette forte urbanisation et de ses défis, les acteurs ont opté pour une vulgarisation de la réglementation en vigueur. Réunis du 4

au 6 juin 2024, ils ont prôné le « respect des textes législatifs et réglementaires en matière d'urbanisme et de construction », gage d'une paix et d'une justice durable au Mali. Car la maîtrise du foncier, les constructions illégales et la gestion des espaces urbains restent au cœur des préoccupations. Pour améliorer la gouvernance du secteur de l'urbanisme et de la construction, les acteurs ont préconisé des recommandations concrètes. Parmi elles, l'augmentation du budget des services d'urbanisme, auxquels désormais est rattachée la Direction de la population, pour leur permettre de remplir efficacement leur mission de contrôle et d'encadrement.

La Journée mondiale de la population, prévue ce 11 juillet 2024, propose de « recenser tout le monde afin de ne laisser personne de côté ». Le Mali, qui vient de réaliser son cinquième recensement, doit maintenant faire face aux

nombreux défis qu'il révèle. Notamment, le faible accès aux infrastructures sanitaires, estimé à 55% de la population en milieu urbain. ■

EN BREF

DÉVELOPPEMENT HUMAIN : PROGRÈS INÉGAUX

Alors que les pays riches atteignent un niveau de développement sans précédent, la moitié des pays les pauvres s'enfoncent dans la pauvreté. Selon le rapport sur le développement humain 2023/2024, les progrès inégaux en matière de développement laissent de côté une bonne partie des plus pauvres et creusent davantage le fossé des inégalités. Conduisant à une polarisation et une impasse dont il faut sortir à travers une action collective. Après une forte baisse en 2020 et 2021, l'indice de développement humain (IDH) devrait fortement progresser en 2023. Mais cette progression a été très inégale selon le rapport. Alors que les pays riches ont enregistré des progrès inédits, les plus pauvres ont enregistré des niveaux de développement en deçà de leur niveau d'avant la crise. Selon le rapport, 40% des échanges mondiaux se sont concentrés dans trois pays ou moins et en 2021, la capitalisation boursière de chacune des 3 grandes entreprises technologiques était supérieure au PIB de 90% des pays. Les inégalités mises en lumière par le rapport montrent que la réduction observée durant 2 décennies s'est inversée. Une tendance qui souligne l'échec des actions collectives pour lutter notamment contre les changements climatiques ou la pauvreté. Le rapport souligne également une polarisation politique qui met en évidence un paradoxe entre l'aspiration à la démocratie d'une part et le soutien à des dirigeants susceptibles de l'ébranler. Cette polarisation et le sentiment d'impuissance conduisent à un repli et une absence de coopération mondiale, indispensable aux actions communes. ■ F.M

MALGRÉ LES INQUIÉTODES DANS SON CAMP, JOE BIDEN EST BIEN DÉCIDÉ À RESTER CANDIDAT

Joe Biden, 81 ans, a martelé dans la presse son intention de rester dans la course à la présidentielle face à son rival républicain Donald Trump, 78 ans, en dépit des inquiétudes du camp démocrate et de certains donateurs de campagne après sa performance inquiétante lors du débat télévisé du 27 juin.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Contesté dans son propre camp, Joe Biden ne songe pas abandonner la course à la présidentielle.

Plusieurs élus démocrates estiment désormais ouvertement qu'il est temps pour lui de jeter l'éponge. Un parlementaire influent, Adam Smith, a jugé sur CNN que Joe Biden devait « se retirer », car le Président « n'est pas la bonne personne pour porter le message du Parti démocrate ». La ténor démocrate Nancy Pelosi a estimé mardi 2 juillet qu'il était « légitime » de s'interroger sur l'état de santé du Président Biden. Face à ces interrogations, il n'a pas tardé à réagir. Dans un

appel retransmis pendant l'émission matinale de la chaîne MSNBC, il s'en est pris avec véhémence aux frondeurs dans son propre parti. « Ces gars qui pensent que je ne devrais pas me présenter, qu'ils se présentent contre moi. [...] Défiez-moi à la convention démocrate du mois d'août », a lancé Joe Biden sur un ton furieux. Il peut également compter sur des soutiens, comme Hakeem Jeffries, chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants. « J'ai signifié clairement et

Niger Fin de la première phase du retrait américain

Le ministère nigérien de la Défense et le département américain de la Défense ont annoncé le 8 juillet la fin de la première phase du retrait des forces et des équipements américains du territoire nigérien. L'annonce a été faite au cours d'une cérémonie de signature de documents de rétrocession des installations américaines à l'armée nigérienne à la Base aérienne 101 de Niamey, en présence de l'ambassadrice américaine Kathleen Fitz Gibbon et de plusieurs autres personnalités civiles et militaires des deux pays. Selon le colonel Mamane Sani Kiaou, Chef d'état-major de l'armée de Terre du Niger, cet accord prévoit la fermeture de toutes les installations militaires américaines « dont celles de Niamey, Agadez, Ouallam et Diffa, avant le 15 septembre prochain, date butoir ». Avec la fermeture du complexe américain de la base aérienne de Niamey, les forces américaines vont se concentrer désormais sur le retrait de la Base aérienne 201 d'Agadez. « Les responsables nigériens et américains sont résolus à assurer un retrait sûr, ordonné et responsable », a-t-il poursuivi. Le Niger avait dénoncé le 16 mars dernier, « avec effet immédiat », l'accord relatif au statut du personnel militaire des États-Unis et des employés civils du département américain de la Défense sur le territoire nigérien. Les troupes américaines avaient annoncé leur départ officiel du territoire avant le 15 septembre. ■ B.S.H

publiquement le lendemain du débat que je soutenais le Président Joe Biden [...]. Ma position n'a pas changé », a-t-il déclaré à CNN. Selon des observateurs de la politique américaine, les prises de position en faveur de Joe Biden s'expliquent par le calendrier très serré avant la présidentielle et la volonté de ne pas renvoyer aux électeurs une image indécise. Donald Trump, lui, estime que Biden ne va pas se retirer de la course. « Il me semble qu'il pourrait bien rester (dans la course) et il a un ego et ne veut pas abandonner, il ne veut pas faire cela », a déclaré l'ex Président républicain dans une interview à Fox News le 8 juillet. Lorsqu'on lui a demandé s'il pensait que Joe Biden devait se retirer, il a répondu : « eh bien, nous nous sommes préparés (en fonction de) lui, mais je ne pense pas que cela ait de l'importance ». Sur un autre point, un article du New York Times affirme qu'un neurologue spécialiste de la maladie de Parkinson s'est rendu à la Maison Blanche huit fois en moins d'un an, ce que l'entourage du Président refuse de confirmer. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

FRANCE : LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE MARINE LE PEN EN 2022 VISÉE PAR UNE ENQUÊTE

Nouvelle déconvenue pour Marine Le Pen : après le score en deçà des prévisions du Rassemblement national (RN) aux élections législatives, la députée voit sa campagne présidentielle de 2022 visée par une enquête pour des soupçons de financement illégal. Les investigations ont été lancées à la suite d'un signalement de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNC-CFP), a indiqué le 8 juillet le Parquet de Paris. Les infractions visées concernent les chefs de « prêt d'une personne morale à un candidat en campagne électorale, acceptation par un candidat en campagne de prêt d'une personne morale, détournement de biens par des personnes exerçant une fonction publique, escroquerie commise au préjudice d'une personne publique, faux et usage de faux ». Marine Le Pen avait investi près de 11,5 millions d'euros dans la campagne présidentielle de 2022, sa troisième. L'ancienne Présidente du parti d'extrême droite doit en outre être jugée avec 24 autres personnes et le RN à partir du 30 septembre devant le tribunal correctionnel de Paris pour des détournements de fonds européens entre 2004 et 2016. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

SÉGOU : LA FONDATION FESTIVAL SUR LE NIGER LANCE LE « JEC »

La Fondation Festival sur le Niger a lancé ce 6 juillet à Ségou, le projet Jeunesse Environnement et Créativité « JEC ». Ce projet citoyen vise à éduquer et sensibiliser les jeunes sur la gestion des déchets et la protection de l'environnement à travers l'art et la culture. Grâce à l'approche Art et Maaya pour le changement de comportement, le projet veut mobiliser les communautés à travers le conte, les animations, les courts métrages et les ateliers artistiques. Le projet JEC vise à mobiliser environ 200 000 personnes dans les communautés, notamment les jeunes et les enfants dans la protection et la sauvegarde des ressources naturelles. Lorsqu'il atteindra ses objectifs, le projet permettra de contribuer à la réduction de l'impact négatif des actions humaines sur l'environnement. Le projet ambitionne d'être une contribution à la protection de l'environnement à travers l'implication des communautés locales. ■ F.M

JO DE PARIS 2024, LES AIGLONS PRÊTS POUR LA COMPÉTITION

La sélection U-23 du Mali continue de parfaire sa préparation à une dizaine de jours de son entrée en lice aux Jeux Olympiques.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Le sélectionneur Alou Badra Diallo ambitionne de disputer les demi-finales des JO avec la sélection U-23.

Une sélection avec les meilleurs joueurs disponibles. C'est ainsi que l'on pourrait résumer la liste des 18 retenus, en plus de 4 réservistes, pour les Jeux Olympiques de Paris 2024 du sélectionneur des U-23 Alou Badra Diallo dit Conty. Cette liste, dévoilée à la veille de la sélection U-23 sera portée par

le capitaine Boubacar Traoré, qui évolue à Wolverhampton en Angleterre, et Abdoul Salam Ag Jiddou, grand talent perdu qui fait partie des 3 joueurs de plus de 23 ans à être autorisés à jouer. Avant son entrée en lice, le Mali va disputer trois rencontres amicales. Le 12 juillet, il affrontera le Stade Lavallois (Ligue 2), puis le Stade Malherbe

de Caen (Ligue 2) le 17 juillet et le FC 93 Bobigny (N2) le 19 juillet. Pour son premier match des JO, le Mali affrontera le 24 juillet Israël au Parc des Princes. Une rencontre jugée sensible par le ministère de l'Intérieur français, en raison du contexte géopolitique. Il a précisé toutefois au quotidien Le Parisien « qu'il n'y a pas d'inquiétude autour du match, mais une vigilance ». 3 jours plus tard, Le Mali affrontera le Japon à Bordeaux. Son dernier match de poule est programmé pour le 30 juillet, contre le Paraguay.

Refus des clubs Voulant composer la meilleure équipe possible, le sélectionneur avait jeté son dévolu sur plusieurs internationaux pour parfaire son ticket. Lassine Sinayoko, révélation de la dernière CAN, Kamory Doumbia, El Bilal Touré ou encore Néné Dorgeles ont tous été sondés et, d'après le sélectionneur, étaient tous prêts à participer, mais leurs clubs s'y sont opposés. Puisque la compétition se déroule en pleine pré-saison, ils ont la latitude de dire non et n'ont aucune obligation de libérer les joueurs. Le sélectionneur affirme qu'Yves Bissouma, que l'ex-entraîneur des Aigles Éric Sekou Chelle ne convoquait plus, avait également donné son aval pour venir épauler les U-23 mais que son manager a finalement refusé la participation du milieu de terrain, qui revient de blessure. L'absent qui a le plus surpris est Fily Traoré. Dans une forme étincelante, l'attaquant du TP Mazembe a été le meilleur buteur du championnat de RDC avec 25 buts. Alors qu'il était présélectionné, son nom ne figure pas sur la liste définitive, ni sur celle des réservistes. ■

Sekou Koïta L'attaquant signe au CSKA Moscou

Après 6 années au Red Bull Leipzig, qui l'auront vu disputer 90 matchs pour un total de 42 buts et 18 passes décisives, Sekou Koïta s'offre un nouveau challenge. L'international malien s'est engagé le 8 juillet avec le CSKA Moscou, sans que la durée du contrat ne soit révélée. « Le CSKA est un très grand club et je suis heureux que nous ayons signé un contrat aujourd'hui. J'espère qu'ensemble nous pourrions remporter de nombreuses victoires et les trophées tant attendus pour les fans », a indiqué Koïta. Un temps annoncé du côté d'Everton, en Angleterre, c'est finalement en Russie que le natif de Kita va poursuivre sa carrière. Un choix surprenant, compte tenu du bannissement des clubs russes des compétitions européennes suite à la guerre russo-ukrainienne. Avant Koïta, un autre attaquant malien s'était engagé au CSKA. Il s'agit de Lassana N'Diaye, 2ème meilleur buteur de la Coupe du monde U-17 en 2017, mais son aventure avait tourné court. Après plusieurs prêts, il évolue en Serbie, au Radnicki Nis. ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

La Fédération galloise a annoncé le mardi 9 juillet l'arrivée de **Craig Bellamy** à la tête de sa sélection. Ancien attaquant international gallois (18 buts en 72 sélections), Bellamy, 44 ans, prend la suite de Rob Page, débarqué après avoir échoué à qualifier les Dragons pour l'Euro.

Le marathonien français **Mehdi Frère** a été suspendu 2 ans par World Athletics pour ne pas s'être présenté à des contrôles antidopage inopinés à 3 reprises. Ce qui lui avait déjà valu une suspension provisoire en juin. Cette décision le prive des JO et il a fait appel devant le Tribunal arbitral du sport.

BREAK DANCE, LE MALI SERA AUX JO DE PARIS 2024

Le Break Dance ou Breaking entrera dans l'olympisme lors des Jeux Olympiques de Paris, dans quelques jours. La « danse acrobatique » continue d'être un trait d'union entre la culture et le sport. Pour les acteurs maliens qui vont représenter leur pays, le mouvement revêt un rôle social, bien au-delà de la simple compétition.

FATOUmata MAGUIRAGA



Le centre de formation Niakara qui existe depuis plus de 10 ans forme les jeunes au break dance.

Modibo Keïta est le Directeur du centre de formation Niakara, qui forme les jeunes en Break Dance. Le centre existe formellement depuis 4 ans, mais l'association à l'origine de sa création organise des activités depuis plus de 10 ans. Le centre, situé en Commune III du District de Bamako, accueille les jeunes dès leur plus jeune âge, « depuis qu'ils savent se tenir, vers l'âge de 5 ans »,

précise son Directeur. Ouvert à tout le monde, le centre a tout de même des critères d'adhésion, parce qu'il essaye d'offrir un accompagnement et un encadrement aux enfants scolarisés. Il s'agit de leur inculquer notamment des valeurs positives, telles que l'hygiène d'un bon sportif. Le centre formalise désormais l'adhésion des enfants, souvent recrutés de façon spontanée, grâce à l'acceptation des parents.

INFO PEOPLE

DÉBUT DU PROCÈS DE L'ACTEUR ALEC BALDWIN



Le comédien américain Alec Baldwin, 66 ans, risque jusqu'à 18 mois d'emprisonnement pour des faits qui remontent à octobre 2021, dans un ranch du Nouveau-Mexique. La star avait brandi une arme censée ne contenir que des balles à blanc, mais qui avait tiré un projectile bien réel, tuant Halyna Hutchins, la directrice de la photographie du film, et blessant le réalisateur, Joel Souza. L'acteur a toujours expliqué qu'on lui avait assuré que l'arme était inoffensive et nie avoir appuyé sur la détente. Ses avocats ont multiplié les recours pour tenter d'annuler les poursuites, en vain. Le parquet l'accuse d'avoir eu un comportement erratique sur le plateau, méprisant les règles de sécurité élémentaires, et d'avoir progressivement changé sa version des faits.

SIDIKI DIABATÉ EN TOURNÉE EN FRANCE



Après le succès de son concert à l'Accor Arena de Paris en novembre 2023, Sidiki Diabaté s'apprête de nouveau à fouler les scènes françaises. Cette fois-ci pour une tournée afin de promouvoir un album annoncé pour cette année. Le fils de Toumani Diabaté sera en concert à Lyon le 10 décembre, le lendemain à Grenoble, le 13 décembre à Reims, le 17 décembre à Nîmes, à Toulouse le 18 décembre 2024, avant de se produire deux jours plus tard à Rennes. Le virtuose de la kora conclura ce périple musical français le 8 février 2025 par un show à Paris La Défense Arena. Une occasion d'affirmer son talent et de viser un statut à l'international.

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

Au départ réticents, certains adultes ont fini par être plus compréhensifs. Parce que le centre, au-delà de l'apprentissage de la danse, se veut un lieu d'encadrement pour les enfants. Des cours de soutien sont aussi organisés à l'intention des élèves, qui sont également accompagnés lors de la rentrée scolaire grâce à l'achat de cahiers et de sacs par les membres de l'association, de façon bénévole.

De la culture au sport Le Break Dance est une discipline de la culture Hip hop qui se caractérise par des mouvements saccadés, acrobatiques, faisant du mouvement culturel un trait d'union entre la culture et le sport. Il s'agit de « canaliser l'énergie des jeunes vers des activités artistiques afin de leur éviter de tomber dans la violence », selon l'esprit de certains des précurseurs. En compétition pour les Jeux Olympiques de Paris 2024, les « Bboys » maliens sont accompagnés par l'Institut français du Mali (IFM). Parmi eux, Daouda Coulibaly, vivant avec un handicap, s'est déjà fait remarquer sur certaines scènes. Il participera aux Jeux Paralympiques et est retenu pour animer quelques mi-temps lors de certaines compétitions. Trois autres coéquipiers se rendront aux JO avec lui. L'association « Kuruka Fuga Dance Battle », déclarée association de droit malien depuis février 2020, entend maintenant créer une Fédération de Break Dance afin d'appartenir au mouvement sportif désormais mondial tout en gardant son caractère social et culturel. ■

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse. Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



**Vous méritez le meilleur
à la maison.**



20 28 00 00
www.afribone.com

